

I. INTRODUCTION

Exceptionnellement au service social de Mulhouse, au niveau du stock, une réelle remontée de l'activité a été constatée entre début 2008 et début 2009 : au **1^{er} janvier 2009**, le stock était de **59** ordonnances d'enquêtes sociales alors qu'il était de 41 mesures au 1^{er} janvier 2008. 59 ordonnances ont représenté l'activité de trois mois pour 4,92 travailleurs sociaux en fonction : situation plus que confortable.

Au **31 décembre 2009**, le stock est passé à **45** ordonnances. Nous observons une baisse par rapport à fin décembre 2008 = - 14 ordonnances.

L'activité en nouvelles mesures, a connu une baisse importante ces cinq dernières années, phénomène national mettant à mal bon nombre de services d'enquêtes sociales judiciaires.

2004 = 350 entrées
2005 = 346 entrées
2006 = 243 entrées tous mandats confondus
2007 = 260 nouvelles mesures toutes juridictions confondues.
2008 = 259 entrées tous mandats confondus.
2009 = 237 entrées tous mandats confondus

Nous observons une baisse par rapport à 2008 de – 22 mesures nouvelles.

Au niveau des **magistrats, deux changements sur quatre cabinets de Juges des Enfants se sont produits en 2009 au Tribunal pour Enfants de Mulhouse.**

En 2009, le taux d'émoluments de l'enquête a été 2.208,77 € jusqu'au 31 juillet, puis de 2.855,12 € à partir du 1^{er} août, pour une activité limitée à 376 mesures d'enquêtes sociales pour les deux services haut-rhinois soit 251 mesures au service social de Mulhouse et 125 au service social de Colmar.

II. LE PERSONNEL

a) administratif

L'équipe administrative s'est maintenue à 1,60 postes toute l'année 2009.

Soit :

- **une secrétaire de direction à 80 %**
- et**
- **une secrétaire principale à 80 %**
(poste à temps plein bénéficiant d'une réduction du temps de travail de 20 %)

b) la psychologue

Stabilité du poste de janvier à mai 2009 fonctionnant ainsi : 1 h 45 chaque jeudi matin consacrée à une réunion d'étude de situations avec les travailleurs sociaux. A compter de mai 2009, suite à un congé de maternité, la salariée remplaçante a animé la réunion le mardi matin.

c) l'agent de service

Stabilité du poste maintenu à 15 heures mensuelles occupé par la même salariée depuis septembre 2002. d) l'équipe éducative

La moyenne annuelle en postes occupés a été de 4,92 ETP.
A compter de juillet 2009 et jusqu'au 30 novembre 2009, une éducatrice spécialisée a été embauchée à temps plein pour remplacer une salariée en congé de maternité.

III. L'ACTIVITE ENQUETES

1/ STOCK

□ Au 31 décembre 2008 : 59
dont PJJ 59

□ Au 31 décembre 2009 : 45
dont PJJ 45

2/ ENTREES D'ENQUETES

□ Total : 237
dont PJJ 237

3/ REMISES D'ENQUETES

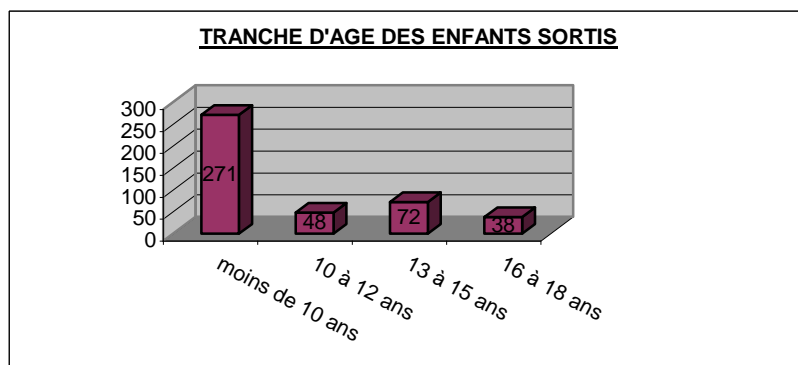
□ Total : 251
dont PJJ 251

↳ Observation

10 rapports d'enquête sociale (sur 251 au total) ont été effectués par du personnel colmarien.

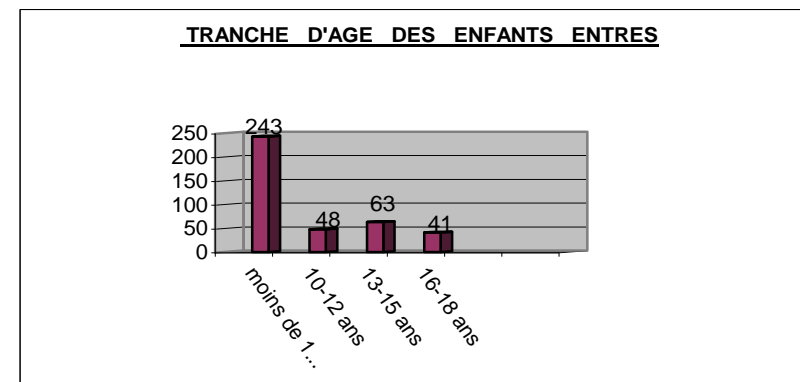
4/ TRANCHES D'AGE DES ENFANTS SORTIS

□ Total : 429 mineurs ont fait l'objet d'interventions pour 251 Enquêtes sociales



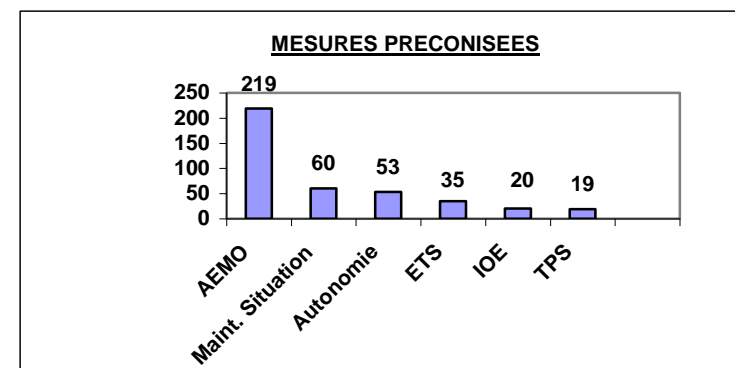
5/ ENFANTS ENTRES

□ Total : 395



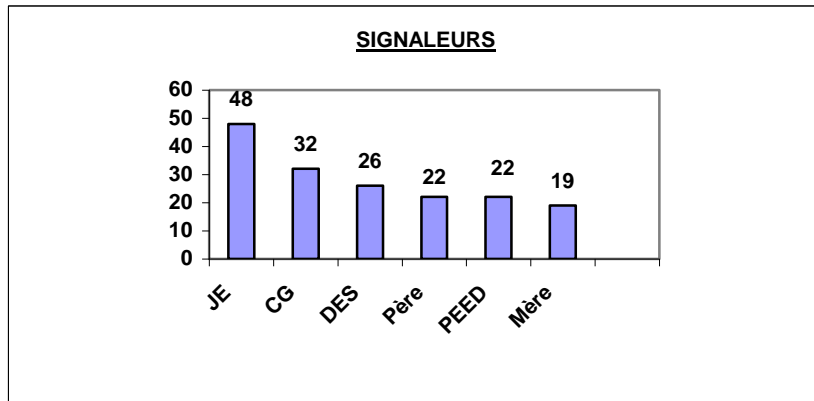
6/ MESURES PRECONISEES

□ Total : 473 mesures



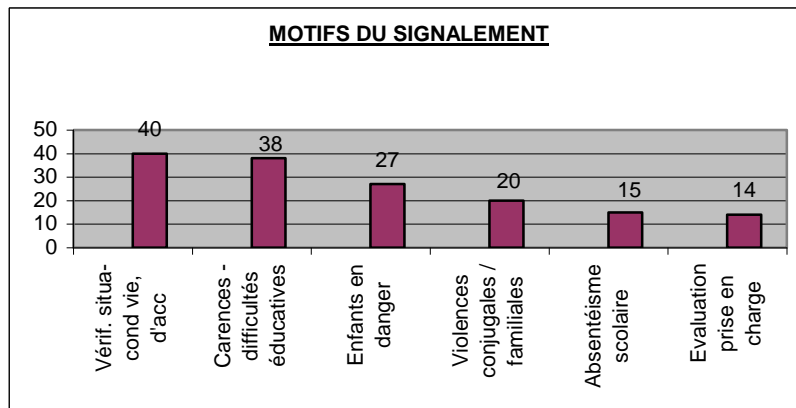
7 / SIGNALEURS

□ Total : 258



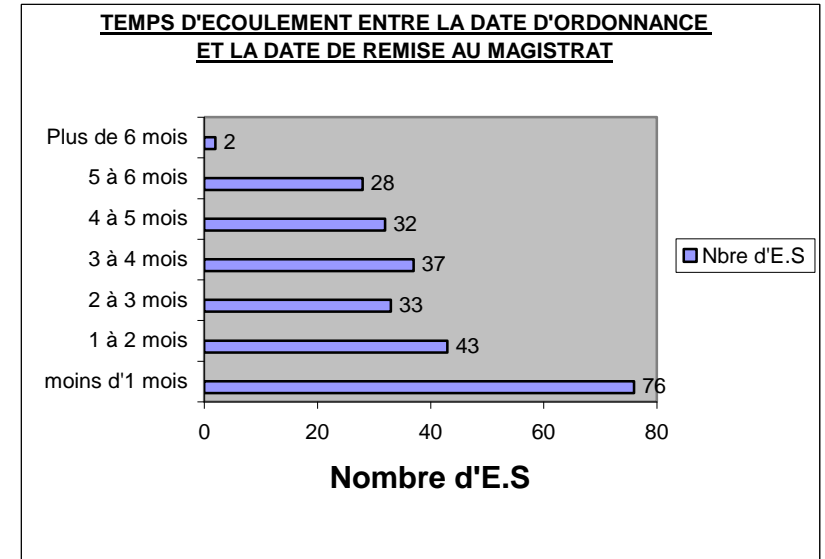
8 / MOTIFS DU SIGNALEMENT

□ Total : 282

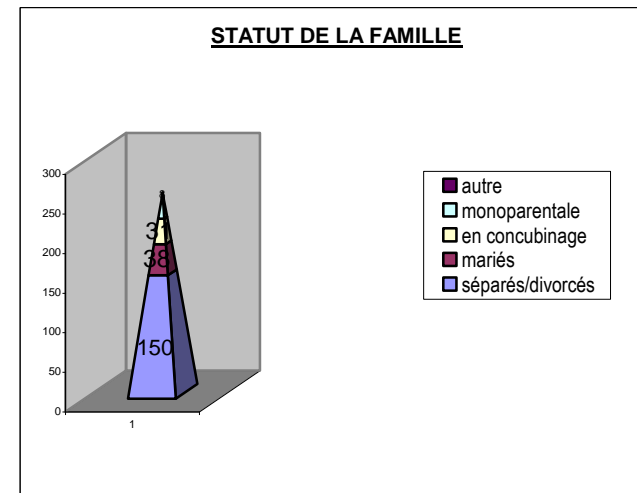


9/ TRANCHES DE TEMPS

[concernant 240 ES financées par la PJJ]



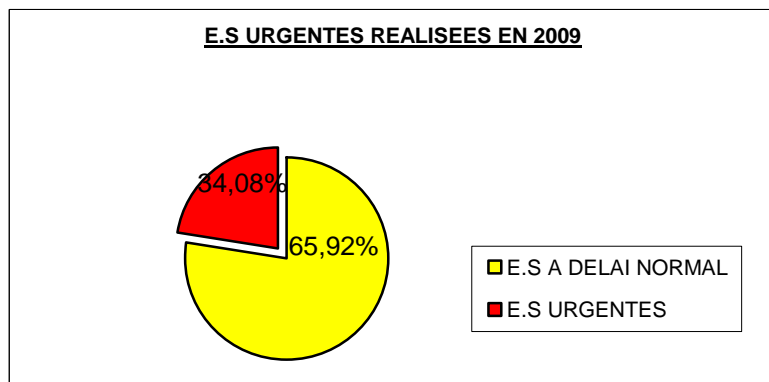
10 / STATUT DE 251 FAMILLES



11 / NOMBRE D'ORDONNANCES SORTIES

□ <u>Total</u> :	251
	Pour un enfant : 150
	Pour une fratrie : 101

12 / POURCENTAGE D'ENQUETES SOCIALES URGENTES ET A DELAI NORMAL



13 / LES ENQUÊTES SOCIALES « COURTES »

↳ Rappel

Le 14 novembre 2008, il a été signé par le Ministre de la Justice et Monsieur le Président de l'ARSEA, un protocole visant à mettre en œuvre à titre expérimental des mesures d'enquêtes sociales de courte durée.

Ces enquêtes sociales, à effectuer dans le délai d'un mois, ont pour objectif d'établir un premier diagnostic afin de vérifier l'existence ou pas d'un danger et par conséquent de conforter ou pas l'axe « Juge des Enfants », de réorienter éventuellement le mineur et sa famille vers d'autres dispositifs que le judiciaire, d'apporter des réponses ponctuelles dans les dossiers d'Assistance Educative en cours de procédure. En 2009, 61 enquêtes sociales courtes ont été effectuées soit 24 % de la totalité.

IV. LA FORMATION PERMANENTE

Les personnels tant **administratifs qu'éducatifs** ont pu bénéficier de modules de formation tout au long de l'année 2009.

□ La secrétaire de direction a participé à une formation à la Direction Générale ARSEA concernant la mise en réseau comptabilité/CEGI ainsi qu'à une formation au GIFOP de Mulhouse au sujet de la rédaction et la présentation des écrits.

□ Les personnels éducatifs ont pu bénéficier de formations telles que : « Abus sexuel intra-familial » et « à la recherche de la confiance perdue » cette dernière dispensée par l'organisme « Parole d'Enfants » à Paris. Ils ont également participé à des journées d'études organisées par la FN3S.

V. LE PARTENARIAT

□ Le service social a poursuivi son partenariat avec l'ISSM en intervenant dans le cadre du jury de sélection à l'entrée en formation des futurs travailleurs sociaux et avec l'ESTES en accueillant une stagiaire éducatrice spécialisée de troisième année qui a pu être embauchée après la réussite de son D.E. dans le cadre d'un CDD de cinq mois à compter de juillet 2009. Trois salariées ont fait de l'information à des personnels soignants hospitaliers sur notre métier en enquête sociale et sur l'enfance en danger.

□ Le personnel du secrétariat a accueilli une stagiaire d'un lycée professionnel mulhousien, stage qui s'est avéré positif du fait de la motivation de la jeune étudiante.

□ Des structures telles que **des accueils de jour** ont reçu les personnels éducatifs du service social pour une visite et un échange fructueux sur leurs projets pédagogiques.

□ Des services tels que la **brigade des mineurs** du commissariat de Mulhouse et le personnel éducatif du service social ont échangé sur leurs pratiques lors d'une réunion très constructive.

□ Enfin des professionnels tels qu'une **médiatrice familiale** ont été invités au service pour présenter leur métier et échanger sur des possibilités de partenariat avec l'équipe du service social mulhousien.

VI. LA DEMARCHE QUALITE

Tout au long de l'année 2009, les personnels et leur directrice ont réfléchi sur le livret d'autoévaluation et les axes de progrès mis en évidence lors des trois journées d'autoévaluation de la qualité de la prestation qui eurent lieu en juin 2008.

Le 16 novembre 2009, la directrice présenta ce travail au comité de validation. D'autres axes de réflexion se poursuivent.

En lien avec la démarche qualité, **la réactualisation du projet de service** a mobilisé l'équipe et sa directrice lors de réunions très fructueuses.

VII. CONCLUSION

Au service social mulhousien, tout comme chez son homologue colmarien, **l'année 2009 a été marquée par une réduction des moyens imposée par notre financeur, la PJJ.** Cela s'est traduit assez brutalement par la suppression d'un poste de travailleur social à temps plein et le financement strictement limité à 251 mesures d'enquêtes sociales au service social mulhousien. Les objectifs de réalisation ont été largement atteints dès l'été et à compter de septembre 2009, hélas une liste d'attente a vu le jour constituée des mesures nouvelles ordonnées « hors quota financier ». Au 31 décembre 2009, la liste d'attente était composée de 45 mesures, certaines accusant un retard sérieux et générant de vives inquiétudes au sein du service ainsi que chez les magistrats, les partenaires signaleurs et certains bénéficiaires. Fin 2009, la priorité du service a été inévitablement de résorber au plus vite ce retard dès les premières semaines de l'année 2010. Cette année 2009 s'est donc terminée avec de graves difficultés laissant augurer un début d'année 2010 tout aussi problématique. Néanmoins l'équipe administrative et éducative du service social mulhousien, associée à sa direction, a continué de produire des rapports d'enquête sociale de qualité, obtenant la satisfaction des magistrats ; ces derniers ont assuré en permanence le service de leur soutien et ont exprimé à plusieurs reprises leur souhait de préserver cet outil d'investigation judiciaire qu'est l'enquête sociale.